



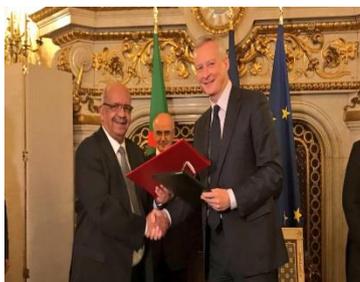
© DG Trésor

Lettre économique d'Algérie

N° 75 – octobre 2018 (02/11/2018)

Relations bilatérales

Cinquième comité mixte économique franco-algérien (COMEFA) à Paris



Bruno Le Maire et Abdelkader Messahel pour la signature de la déclaration d'intention

La cinquième session du COMEFA s'est tenue à Paris le 28 octobre dernier. Elle a été coprésidée par Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères, Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances, et leurs homologues algériens, Abdelkader Messahel, ministre des Affaires Etrangères, et Youcef Yousfi, ministre de l'Industrie et des Mines.

A cette occasion, une déclaration d'intention a été signée entre les deux parties portant sur la création d'un fonds d'investissement algéro-français. Pour rappel, cette initiative a été proposée par le président français, Emmanuel Macron, lors de son déplacement dans la capitale algérienne le 6 décembre 2017. L'objectif du fonds est de dynamiser les investissements algériens en France ainsi que les investissements français en Algérie. Il serait financé à part égal entre la France et l'Algérie et aurait pour objectif de participer au financement de partenariats entre PME françaises et algériennes.



Le COMEFA a été instauré en mai 2013 sur impulsion de François Hollande afin de renforcer le dialogue et diversifier les relations sur les volets économique et sécuritaire entre la France et l'Algérie.

Au lendemain du COMEFA, un déjeuner a été organisé par le Président du conseil des chefs d'entreprises France-Algérie au sein du Medef international, Jean-Louis Chaussade, avec la présence du ministre Yousfi et de plus d'une trentaine d'entreprises françaises. Les échanges ont porté sur l'environnement des affaires algérien et les projets à venir.

D'après les Douanes françaises, les échanges commerciaux entre les deux pays se sont élevés à 8,4 Mds EUR en 2017 (5 Mds EUR d'exportations françaises en Algérie et 3,4 Mds EUR d'importations françaises en provenance de l'Algérie), faisant de la France le 2^{ème} partenaire commercial de l'Algérie derrière la Chine. Toutefois, selon les Douanes algériennes, la part de marché de la France a connu une érosion constante depuis le début du siècle, de 24% en 2000 à 9,4% en 2017. Les principaux concurrents ont vu leurs exportations vers l'Algérie augmenter plus rapidement, à l'image de la Chine qui a multiplié ses exportations vers l'Algérie par 38 entre 2000 et 2017, ou encore de l'Italie et l'Espagne (par 6), tandis que celles de la France ont été multipliées par 2,5 sur la même période.

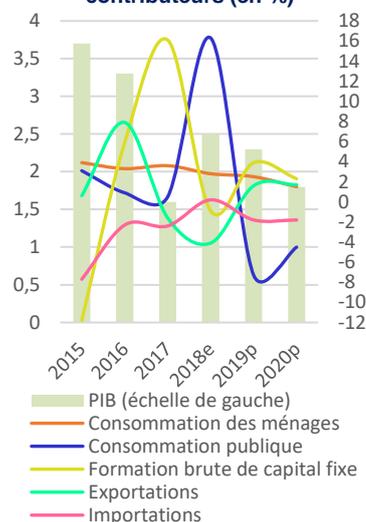
La France a investi à hauteur de 170 MEUR nets en 2017, un niveau presque trois fois supérieur à celui de l'année précédente (61MEUR). Le stock d'IDE s'établissait ainsi à 2,5 Mds EUR fin 2017. Le secteur des services (majoritairement financiers) absorbe près de 50% du stock d'IDE français en Algérie, suivi du secteur automobile (12%) et des industries alimentaires (9%). Près de 7000 entreprises françaises traitent avec l'Algérie, dont plus de 400 sont présentes sur le territoire algérien. Plusieurs projets en cours pourraient contribuer au renforcement des échanges entre les deux pays et à l'augmentation des investissements étrangers en Algérie.



Economie

Les institutions de Bretton Woods actualisent leurs prévisions sur l'Algérie

Croissance du PIB et ses contributeurs (en %)



❖ **Croissance et inflation**

La croissance prévue pour 2018 par la Banque mondiale (BM) a été revue à la baisse, à 2,5% (identique au FMI), contre 3,5% dans le rapport d'avril (FMI : 3%). Cette révision à la baisse est principalement due à la diminution de la production d'hydrocarbures (-1,3% anticipée pour 2018). Parmi les moteurs de la croissance, les dépenses du gouvernement affichent la plus forte hausse en 2018 (+16,3% de croissance contre 0,5% en 2017) tandis que la formation brute de capital fixe affiche une croissance négative de 0,9% (contre +16,1% en 2017), selon la BM. Les exportations de biens et services ont également contribué négativement à la croissance, à hauteur de 4,1%.

A l'inverse, les prévisions de croissance pour 2019 et 2020 ont été révisées à la hausse par la BM, à respectivement 2,3% et 1,8%, et maintenues à l'identique par le FMI, à 2,7% et 1,8%. La croissance sera notamment tirée par le retour à une croissance positive de la production d'hydrocarbures, tandis que le secteur hors hydrocarbures risque de ralentir du fait de la consolidation fiscale à venir.

Les deux Institutions s'accordent sur le niveau d'inflation et anticipent un taux moyen de 6,5% en 2018, puis de 6,7% et 6% pour 2019 et 2020 respectivement.

❖ **Compte publics**

D'ici la fin de l'année, le déficit budgétaire devrait baisser selon la BM, à 6,9% du PIB, contre 9% en 2017. L'augmentation de 12% des dépenses (en termes nominal) en 2018 sera compensée par la hausse de la fiscalité pétrolière (remontée des cours). Pour 2019 et 2020, le déficit public se réduira lentement, à respectivement 5,8% et 4,5% du PIB (5% et 3,7% pour le FMI), malgré un niveau des dépenses qui restera élevé (bien qu'en légère baisse), les dépenses étant compensées par des revenus fiscaux qui augmenteront au gré de la hausse des cours des hydrocarbures.

Sur le plan extérieur, la BM anticipe une augmentation des importations de 2,6% en valeur et de 0,2% en volume (FMI : -0,9%) pour 2018. Les exportations augmenteront pour leur part de 26% grâce à la hausse des prix des hydrocarbures (mais baisseront en volume de 6,9% selon le FMI). Le déficit du compte courant baissera ainsi à 8,5% du PIB fin 2018 (FMI : 9%), contre 12,8% en 2017 (FMI : 13,2%). La BM prévoit ainsi une réduction du déficit du compte courant à 7,2% du PIB en 2019 (FMI : 7,9%) et 5,9% du PIB pour 2020 (FMI 6,3%), un niveau jugé gérable par la BM.

Les transferts de capitaux étant modestes, ce sont les réserves de changes qui financeront le déséquilibre de la balance des paiements, estimées par la BM à 16 mois d'importation d'ici fin 2018, ce qui reste très confortable.

❖ **Marché du travail**

Selon le FMI, le chômage serait de 11,6% en 2018 et pourrait augmenter à 12,3% en 2019. Pour la BM, les restrictions sur le marché du travail ainsi que l'environnement des affaires empêchent le secteur privé d'être le moteur de création d'emplois, spécialement pour les personnes diplômées. La BM précise qu'entre 2015 et 2017 la part des chômeurs non diplômés est passée de 23,4% à 25% tandis que la part de l'emploi public dans l'emploi total est passée de 42% à 38,6% sur la même période, traduisant la difficulté à créer de l'emploi pour les diplômés. Par ailleurs, si la BM prévoit une croissance supérieure à 2% en moyenne d'ici la fin de la décennie, elle ajoute que ce taux est estimé trop faible pour créer suffisamment d'emplois pour les jeunes chômeurs.

Evolution des comptes publics selon le FMI



[Rapport de suivi de la situation économique de la Banque Mondiale Octobre 2018](#)

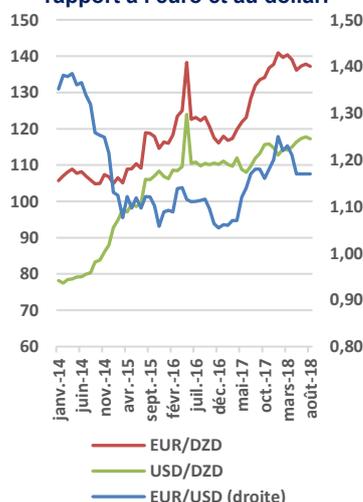
[Perspectives économiques mondiales du FMI pour octobre 2018](#)



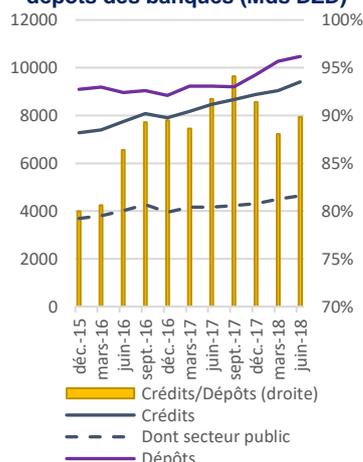
Economie

La Banque centrale publie son bulletin monétaire et financier du 1^{er} semestre 2018

Evolution du cours du dinar par rapport à l'euro et au dollar.



Evolutions des crédits et des dépôts des banques (Mds DZD)



Finances publiques sur les 5 mois 2018

| Mds DZD | mai-17 | mai-18 |
|---------------------------------|--------|--------|
| Recettes budgétaires | 3171 | 3427 |
| -Hydrocarbures | 955 | 1179 |
| -Hors Hydrocarbures | 2216 | 2248 |
| >>Fiscales | 1169 | 1156 |
| >>>Non Fiscales | 1047 | 1091 |
| >>>>Dividendes Banque d'Algérie | 919 | 1000 |
| Dépenses budgétaires | 3323 | 4079 |
| -Dépenses courantes | 2137 | 2252 |
| -Dépense en capital | 1185 | 1827 |
| Solde budgétaire | -151 | -652 |
| Solde global du Trésor | -287 | -664 |
| Financement | 287 | 664 |
| -Bancaire | -334 | 1503 |
| -Non Bancaire | 623 | -796 |
| -Extérieur (net) | -1,3 | -43,2 |

❖ **Situation extérieure au 1^{er} semestre**

La remontée des cours du pétrole, de 41,2% entre le premier semestre 2017 et le premier semestre 2018, a permis une augmentation de 20,1% des exportations sur la même période. Toutefois, en volume, les exportations d'hydrocarbures sont passées de 55 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) au premier semestre 2017, à 53,3Mtep au second semestre et à 51,4Mtep au premier semestre 2018. Combinée à la légère diminution des importations (-811 MUSD), cette hausse des exportations a permis de réduire le déficit de la balance commerciale à 3,6 Mds USD, contre 7,9 Mds USD au premier semestre 2017. Quant au déficit de la balance des services, il s'est réduit de 12,8% sur la même période à 3,8 Mds USD. La balance des revenus est restée déficitaire à hauteur de 1,9 Md USD, contre 1,2 Md USD au S12017. Les transferts nets ont dégagé un excédent de 1,7 Md USD, contre 1,4 Md USD au S1 2017. Au total, le déficit du compte courant s'est réduit de 38,2%, à 7,5 Mds USD.

Avec un déficit de 447 MUSD du compte de capital (malgré 631 MUSD d'IDE entrants nets), la balance des paiements affiche un solde global négatif de 7,9 Mds USD. Les réserves de changes se sont contractées de 8,7 Mds USD sur le semestre en raison du financement de la balance des paiements et d'une valorisation négative des réserves (-790 MUSD). Elles se sont ainsi établies à 88,6 Mds USD fin juin 2018. La Banque centrale recommande d'importantes réformes structurelles afin de limiter l'érosion des réserves de changes « *et libérer le fort potentiel de croissance de l'économie nationale et diversifier l'offre domestique de biens et services* ».

❖ **Crédits à l'économie et dépôts aux banques commerciales au 1^{er} semestre**

Au cours du premier semestre 2018, les crédits à l'économie (banques commerciales) ont augmenté de 11,1% (contre 9,5% à l'issue du premier semestre 2017). Le secteur privé a enregistré une croissance de ses crédits de 10,8% et absorbe 50,7% des encours (4767 Mds DZD, 34,3 Mds EUR) tandis que le secteur public a vu ses crédits accordés augmenter de 11,4% et représente 49,3% des encours (4641 Mds DZD, 33,4 Mds EUR).

Les dépôts dans les banques commerciales ont progressé de 15,5% entre juin 2017 et juin 2018 (contre une progression de 3,8% à la même période de l'année dernière. Avec les dépôts en devises (4,8 Mds EUR) le ratio crédit/dépôt s'élève désormais à 95,5% en juin 2018, contre 99,3% un an auparavant. Par ailleurs, 73% des crédits accordés ont des échéances à moyen et long terme, tandis que 51,5% des dépôts sont des dépôts à terme.

Après la forte baisse de la liquidité bancaire en 2015 et 2016, celle-ci s'est stabilisée (grâce en partie aux injections de liquidités opérées par la banque centrale), et a ensuite fortement augmenté avec la mise en œuvre du financement non conventionnel. Fin 2017, elle avait atteint 1381 Mds DZD (10 Mds EUR, +68% par rapport à fin 2016). Malgré les achats directs de titres du Trésor à la banque centrale à hauteur de 1400 Mds DZD (10,1 Mds EUR) début 2018, la liquidité bancaire ne s'est élevée qu'à 1500 Mds DZD (10,9 Mds EUR) en juin 2018, en raison des opérations d'absorption des liquidités.

❖ **Finances publiques sur les cinq premiers mois de l'année**

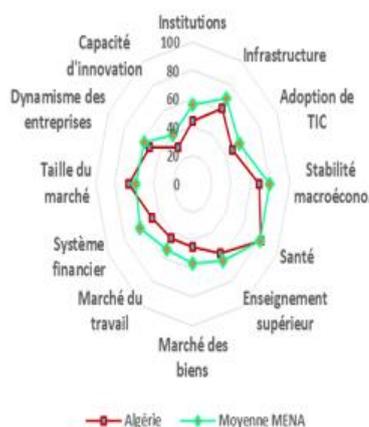
Sur les cinq premiers mois de l'année, les recettes budgétaires ont enregistré une progression de 8% et s'établissent à 3427 Mds DZD, soit 24,7 Mds EUR (contre 3171 Mds DZD en mai 2017). Cette augmentation est en grande partie liée à l'augmentation des recettes de la fiscalité pétrolière, de 23,5% en glissement annuel à 1179 Mds DZD (8,5 Mds EUR) tandis que les autres recettes fiscales ont légèrement diminué, de 3,8%. Par ailleurs, les dividendes versés par la Banque d'Algérie au Trésor ont atteint 1000 Mds DZD fin mai 2018 (7,3 Mds EUR), contre 955 Mds DZD fin mai 2017 (7,8 Mds EUR). Les dépenses publiques ont parallèlement augmenté de 26,6% sur les cinq premiers mois en glissement annuel, et se sont établies à 4079 Mds DZD (29,4 Mds EUR). L'augmentation des dépenses est en grande partie liée aux opérations en capital, à savoir : les dotations aux comptes d'affectation spéciale, les bonifications des taux d'intérêts, les règlements des créances sur l'Etat et la contribution de l'Etat au profit de la CNAS.



Economie

Publication du rapport de compétitivité 2018 du World economic forum

Comparaison par indicateurs au sein de la région



Le World Economic Forum a publié son [rapport sur la compétitivité internationale](#) pour 2018. Il suit un échantillon de 140 pays sur lesquels un indice est construit afin de mesurer la compétitivité de chacun d'entre eux. L'indice prend en compte les facteurs qui déterminent la productivité, laquelle assure la croissance de long terme. Il est ainsi construit autour de douze piliers : institutions, infrastructures, adoption de technologies d'information et de communication, stabilité macroéconomique, santé, éducation supérieure et formation, efficacité du marché des biens, efficacité du marché du travail, développement du marché financier, taille du marché, développement des entreprises et capacité d'innovation.

L'Algérie est classée 92^{ème} sur 140 pays, avec un score de 53,8 (l'indice est calculé sur une échelle allant de 0 à 100), en stagnation par rapport au classement de l'année dernière. Les pays voisins, le Maroc et la Tunisie, se sont respectivement classés 75^{ème} (58,5) et 87^{ème} (55,6). Au sein de la région Afrique du Nord et Moyen Orient, le score moyen s'est établi à 60,6, avec toutefois de fortes disparités entre le premier (Emirats Arabes Unis avec un score de 73,4) et le dernier (Yémen, 139^{ème} avec 36,4).

Classement des pays de la région

| Pays | Rang 2018 | Score |
|-----------------|-----------|-------|
| EAU | 27 | 73,4 |
| Qatar | 30 | 71 |
| Arabie Saoudite | 39 | 67,5 |
| Oman | 47 | 64,4 |
| Bahreïn | 50 | 63,6 |
| Koweït | 54 | 62,1 |
| Jordanie | 73 | 59,3 |
| Maroc | 75 | 58,5 |
| Liban | 80 | 57,7 |
| Tunisie | 87 | 55,6 |
| Iran | 89 | 54,9 |
| Algérie | 92 | 53,8 |
| Egypte | 94 | 53,6 |
| Yémen | 139 | 36,4 |

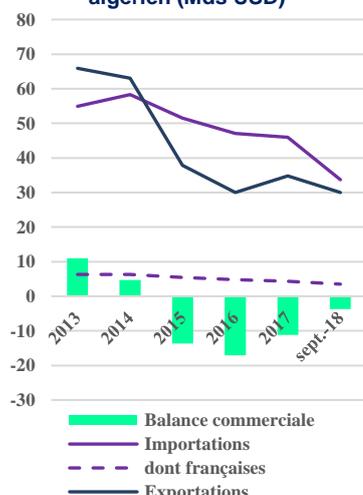
Source : WEF

L'Algérie se situe dans la partie supérieure du classement sur l'indicateur de la taille de marché (38^{ème}), qui intègre le marché domestique (niveau de consommation, investissement) et les marchés étrangers auxquels les entreprises ont accès (exportations). L'Algérie se distingue de ses pairs sur l'indicateur de santé, qui prend en compte l'espérance de vie en bonne santé, et affiche un score de 81 (correspondant à 66,1 années), supérieure à la moyenne de la région ANMO. Par ailleurs, l'Algérie est classée 88^{ème} sur l'indicateur d'éducation (niveau général des compétences de la force de travail et qualité de l'enseignement), 88^{ème} sur l'indicateur infrastructures avec notamment le sous-indice « taux d'électrification » à 100 (maximum) ainsi qu'un score de 80,4 pour l'indice de connectivité des routes. Le classement de l'Algérie est particulièrement peu élevé sur les indicateurs de marché du travail (134^{ème}), du fait notamment de la faible participation des femmes au marché du travail ; du manque de confiance dans le management ; et de la difficulté à recruter des étrangers. Un autre point faible souligné par le rapport est celui de l'efficacité du marché des biens (128^{ème}), expliqué en grande partie par les barrières tarifaires (132^{ème}) et non tarifaires (128^{ème}) appliquées au commerce international.

Economie

Commerce extérieur de l'Algérie sur les neuf mois de 2018

Evolution du commerce extérieur algérien (Mds USD)



Source : Douanes algériennes

Selon le Centre national des transmissions du système d'information des douanes, les exportations algériennes se sont élevées à 30 Mds USD sur les neuf premiers mois de l'année (+16,8% en glissement annuel) tandis que les importations ont enregistré une baisse de 1,5%, à 33,7 Mds USD. Le taux de couverture est ainsi passé de 89%, contre 75% à la même période de l'année dernière. Le déficit de la balance commerciale s'est contracté de 56,7% et s'est établi à 3,7 Mds USD.

L'essentiel de la hausse des exportations est dû à la remontée des cours des hydrocarbures, ces derniers ayant été exportés à hauteur de 27,9 Mds USD (93,1% des exportations totales), contre 24,3 Mds fin septembre 2017. Du côté des importations, les produits énergétiques et lubrifiants ont vu leur montant diminuer de 44,8%, à 772 MUSD, tandis que les biens d'équipements industriels ont enregistré une baisse de 8%, à 9,4 Mds USD. La facture des biens alimentaires a augmenté de 1,1%, à 6,6 Mds USD sur la même période.

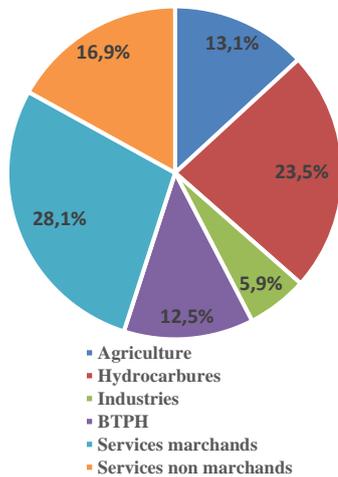
L'Italie reste le principal client de l'Algérie, avec 4,4 Mds USD d'importations (+3,8%), suivi de la France avec 3,6 Mds USD (+15,4%) et de l'Espagne avec 3,6 Mds USD (+27,1%). Du côté des fournisseurs, la Chine, premier, a vu ses exportations vers l'Algérie diminuer de 16,1% à 5,5 Mds USD tandis que la France a augmenté ses ventes de 8,4%, à 3,5 Mds USD selon les Douanes algériennes.



Economie

L'Office national des statistiques présente les comptes nationaux du deuxième trimestre 2018

Répartition de la valeur ajoutée par secteur au premier semestre 2018



Source : ONS

Selon le rapport de l'Office national des statistiques (ONS), la croissance économique a progressé de 0,7% au deuxième trimestre 2018, après 1,2% au premier trimestre. A la même période de l'année précédente, le PIB avait enregistré une croissance de 1,5%. Le PIB hors hydrocarbures a cru de 2,8% (après 1,9% au premier trimestre).

Pour le 4^{ème} trimestre consécutif, le secteur des hydrocarbures a affiché une croissance négative, de -8,2% au deuxième trimestre 2018. Cette mauvaise performance est le résultat d'une baisse de la production de pétrole brut et de condensat de 12,9% et de la liquéfaction de gaz de 10,8%.

A l'inverse, le secteur agricole a tiré la croissance à la hausse, puisque celui-ci a enregistré une croissance de sa valeur ajoutée en volume de 8,9%, après 4,5% au premier trimestre, contre 1% sur l'année 2017. La forte croissance du secteur agricole est en grande partie expliquée par une production record de céréales (60,5 millions de quintaux sur la campagne 2017/2018) grâce à une augmentation de la superficie et des rendements, favorisée par une bonne pluviométrie.

Sur les autres secteurs, le BTPH a affiché une croissance de 3%, l'industrie de 2,1%, les services marchands de 2,6% et les services non marchands de 1,7%. Parmi les services marchands, ce sont les services fournis aux entreprises et aux ménages qui ont poussé la croissance du secteur à la hausse, avec une augmentation de la production de 5%.

Politiques publiques

Tenue du sommet *Algeria Future Energy* à Alger les 29 et 30 octobre

[Télécharger la brochure de présentation](#)

En avril 2018, l'Algérie s'est dotée d'une Zone économique exclusive lui donnant l'exclusivité de l'exploitation des ressources allant jusqu'à 370 km au large des côtes. Total et ENI avaient déjà manifesté leur intérêt pour ces exploitations offshore, qui se sont concrétisés lors du sommet.

Les relations entre Sonatrach et Total se sont renforcées sur l'année écoulée :

- Accord pour la constitution d'une société conjointe (49% Total), pour la réalisation d'un complexe de production de polypropylène
- Accord pour le développement du gisement de gaz d'Erg Issaouène
- Renouvellement du contrat de TFT en mars 2018

La Sonatrach a aussi signé deux contrats avec le groupe Air product, l'un portant sur la connexion de l'unité de production de l'hélium aux complexes d'Arzew et l'autre sur la réalisation de deux unités pour la production d'azote, d'oxygène et d'argon à Haoud Berkaoui et Arzew. Les deux contrats ont une valeur de 100 MUSD.

La Sonatrach a coorganisé avec la société britannique CWC le sommet « Algeria Future Energy », les 29 et 30 octobre derniers. Cet événement a été placé sous le thème de la « diversification, l'innovation et l'investissement ». De nombreuses personnalités politiques algériennes étaient présentes pour l'occasion, notamment le Premier ministre algérien, Ahmed Ouyahia, qui a ouvert les travaux du sommet, ainsi que le ministre algérien de l'Energie, Mustapha Guitouni. Dans le milieu des affaires, les PDG des grands groupes pétroliers étaient présents tels que Total, Sonatrach, Eni, BP, Repsol, Cepsa, Saipem, Sonelgaz, Dragon Oil, etc.

L'entreprise pétrolière française Total a signé un contrat de partenariat avec la société algérienne des hydrocarbures, Sonatrach, et le groupe italien ENI pour l'exploitation de ressources offshore, au large des côtes algériennes. Total mènera ses explorations dans la zone ouest (au large d'Oran), sur une superficie de 10 000 m², tandis que ENI s'occupera de la zone Est (au large de Bejaïa) sur une surface de 15 000m². Ces deux zones contiennent potentiellement les plus grands gisements offshore de l'Algérie, et les premiers travaux (prévus pour le premier semestre 2019) consisteront à confirmer ce potentiel. Le financement sera réparti entre les trois compagnies, à hauteur de 50% pour Sonatrach, 25% pour Eni et 25% pour Total. Selon P. Pouyanné, PDG de Total, le coût moyen d'un forage offshore est de l'ordre de 60 millions d'euros.

Par ailleurs, la Sonatrach a signé deux autres accords avec ces deux compagnies. Le premier, avec Total, porte sur le développement des énergies renouvelables. Total étant engagé dans la « solarisation du champs de Tin Fouye Tabankort (TFT) », cet accord a pour objectif de développer l'énergie solaire sur ce champ avec une capacité comprise entre 4 MWp et 20 MWp. Le deuxième accord a été signé avec ENI, portant cession des parts de la Sonatrach sur trois périmètres d'exploration gazière, ce qui permettra de réaliser des investissements, tels que le forage de 5 puits (80 MUSD), des travaux de développements pour 1,1 Md USD (station de compression, réalisation d'une ligne d'évacuation de condensats, etc.). Ces développements pourraient permettre d'atteindre une production de 145 millions de barils équivalent pétrole.



Politiques publiques

Recettes et dépenses budgétaires prévues dans le projet de loi de finances 2019

Le cadrage macroéconomique se base sur une croissance de 2,6% pour 2019 (contre 4,2% initialement prévu il y a un an) et d'une inflation à 4,5%.

D'après l'APS, le projet de loi de finances pour 2019 (PLF2019) prévoit une légère augmentation des recettes budgétaires et une baisse des dépenses publiques par rapport à la loi de finances 2018.

Selon l'APS, le PLF2019 prévoit 6508 Mds DZD (55,2 Mds USD) de recettes budgétaires, soit une hausse de 0,2% par rapport à la loi de finances 2018. Basé sur un prix du baril à 50 dollars, les recettes de la fiscalité pétrolière sont inscrites en baisse de 3,3% pour 2019, à 2714 Mds DZD (23 Mds USD). Les recettes ordinaires devraient quant à elles augmenter de 2,9%, grâce notamment à l'augmentation des contributions directes de 7,5% (1454 Mds DZD 12,3 Mds USD), et des impôts divers sur les affaires de 2,6% (1120 Mds DZD, 9,5 Mds USD), tandis que les recettes douanières risquent de diminuer de 12% à 349 Mds DZD (3 Mds USD).

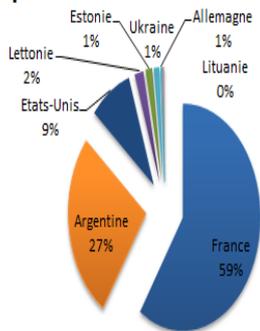
Sur les dépenses publiques, le PLF2019 anticipe une très légère baisse, à 8557 Mds DZD (72,5 Mds USD), répartis comme suit : 4954 Mds DZD (42 Mds USD) en dépenses de fonctionnement (+8,1%) et 3603 Mds DZD (30,5 Mds USD) en dépenses d'équipements (-10,9%). Les principales augmentations dans les dépenses de fonctionnement se retrouvent notamment dans le ministère de la Défense nationale (à 1230 Mds DZD, soit 10,4 Mds USD, +10%), dans le ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche (à 235 Mds DZD, soit 2 Mds USD, +10,8%) et dans les « charges communes » (à 678 Mds DZD, soit 5,7 Mds USD, +42,7%). Par ailleurs, 1763 Mds DZD (14,9 Mds USD) seront alloués aux transferts sociaux (contre 1760 Mds DZD en 2018), soit près de 21% du budget de l'Etat en 2019. La masse salariale totale atteindra 2837 Mds DZD en 2019 (24 Mds USD), dont 2216 Mds DZD (18,8 Mds USD) de salaires (+3,9% par rapport à 2018). Par ailleurs, près de la moitié des dépenses d'équipements seront consacrées à de nouveaux programmes tandis que le reste financera les programmes déjà en cours d'exécution.

Il en résulte un déficit budgétaire de plus de 2000 Mds DZD pour 2019 (16,9 Mds USD), compte tenu de l'hypothèse particulièrement prudente du prix du baril pour construire le PLF 2019. On remarque que les dépenses et les recettes prévues pour 2019 dévient de la trajectoire prévue par la LF2018 il y a un an. En effet, il était initialement programmé pour 2019 des dépenses totales de 7562 Mds DZD (64,1 Mds USD) et des recettes à 7002 Mds DZD (59,3 Mds USD) entraînant un déficit global de 609 Mds DZD (5,2 Mds USD).

Secteur agricole

Rencontres 2018 Franco-Algériennes des Céréales

Importations de blé tendre 2017-18



Source : France Export Céréales

L'association France Export Céréales a organisé le 16 octobre dernier au Sofitel d'Alger, les rencontres annuelles Franco-algériennes des céréales. M. Xavier Driencourt, Ambassadeur de France en Algérie et M. Philippe HEUSELE, Président de France Export Céréales ont prononcé des allocutions d'ouverture du séminaire en présence d'une centaine de participants, principalement des cadres de l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales, des agents des coopératives des céréales et des légumes secs (CCLS) et autres professionnels publics et privés du secteur céréalier. Il s'agit de la 19ème édition de ces rencontres annuelles, un rendez-vous incontournable pour présenter l'offre française, les tendances et les perspectives des marchés céréaliers internationaux.

Lors de la dernière campagne, la production française s'est établie à 34.6 Mt et de bonne qualité avec des teneurs en protéines élevés (84% de la production se situe au-dessus de 11.5%). La France demeure le 1er fournisseur de l'Algérie en blé tendre, avec 4Mt exporté lors de la campagne 2017-2018, représentant 60% des parts de marché en Algérie, suivi de l'Argentine avec 27% et des Etats-Unis avec 9%.

Sur la campagne 2018-2019, les importations algériennes de blé tendre français ont poursuivi leur progression, avec 1.836 Mt importées à la fin du mois d'août, contre 1.65 Mt en 2017, soit 90% des achats de l'Algérie sur la période.

**Brèves Agricoles****PRODUCTIONS AGRICOLES**

- **La production globale des filières agricoles a enregistré une nette hausse lors de la campagne agricole 2017-2018** selon un communiqué du ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, notamment les céréales qui ont connu une production record. Le ministère a annoncé une production de 60.5 millions de quintaux de céréales contre 34.7 la saison dernière. Les quantités de cette production collectées par les CCLS du pays ont également atteint le volume record de 27 millions de quintaux ;
- **La production de légumes secs a atteint 1.3 million de quintaux** cette saison contre 642 quintaux en 2009 ;
- **La filière de la tomate industrielle** a enregistré au titre de la saison 2017/2018 une production nationale de 15 millions de quintaux soit une hausse de 27% par rapport à l'année écoulée, sur une superficie de 23.702 hectares dont 60 hectares irrigués au système de goutte à goutte
- **Huile d'Olive.** Selon un membre du Conseil oléicole international (COI), l'Algérie produit 82 500 tonnes d'huile d'olive durant la campagne 2017-2018, soit une hausse de 31% par rapport à la saison précédente. Derrière la Tunisie (280 000 t), la Turquie (263 000 t) et le Maroc (140 000 t).

REGIONS

- **Tiaret** à la première place au niveau national dans la production de céréales avec 5.8 millions de quintaux ;
- **Jijel** : La surface agricole est estimée à 98,3 ha, soit 41% de la superficie totale de la wilaya, dont 44,4 ha sont des surfaces cultivables, soit 45 % de la superficie agricole. Les surfaces irriguées sont de l'ordre de 7,2 ha, soit 16% des espaces cultivables ;
- **Sétif** : pour la première fois depuis 1962 la production de céréales a dépassé les objectifs, à 3.695.400 quintaux, plaçant ainsi cette wilaya au 2e rang au niveau national en termes de production et au quatrième rang en termes de collecte, avec, pour la première fois également, 1.346 648 quintaux. La wilaya compte pas moins de 40.000 fellahs
- **Naama** : La wilaya de Naama recense plus de 1,4 million de têtes ovines, plus de 88.000 têtes caprines et 36.000 têtes bovines outre de petits troupeaux d'équidés soit 1200 têtes et 1069 têtes de camélidés, selon les dernières statistiques de l'inspection vétérinaire de la wilaya
- **Alger** : La production halieutique dans la wilaya d'Alger a enregistré une hausse passant de 3.065 tonnes, en 2016, à plus de 4.424 tonnes, en mars 2018, soit une hausse de près de 1.359 tonnes. Création du premier récif artificiel dans la wilaya d'Alger après Boumerdès, Oran et Mostaganem, où des récifs artificiels ont été immergés.

FOIRES, SALONS et SEMINAIRES

- **La 18ème édition du salon SIPSA-SIMA** s'est déroulée du 8 au 11 octobre au palais des expositions d'Alger, ce salon a regroupé 550 exposants dont plus de 300 étrangers, venus de 32 pays. Etait présente à la cérémonie d'ouverture, aux côtés de son homologue algérien, la ministre néerlandaise de l'agriculture, de la nature et de la qualité des aliments, Marjolijn Sonnemans, dont le pays était l'invité d'honneur
- **Célébration de la 38ème édition de la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA).** Le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, a présidé, le 16 octobre dernier, la cérémonie officielle de célébration de la 38ème édition de la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA) placée sous le thème «Agir pour l'avenir : la faim zéro en 2030 c'est possible». A cette occasion, le Ministère, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et autres organismes concernés par la sécurité alimentaire a organisé des conférences-débats, tables-rondes, communications et expositions.
- **Rencontres algéro-françaises de la Pêche et de l'Aquaculture** : La Chambre de Commerce et d'Industrie Algéro-Française a organisé la troisième édition des rencontres algéro-françaises de la Pêche et de l'Aquaculture, les 6 et 7 novembre à l'hôtel Sheraton d'Alger, en partenariat avec la Chambre Algérienne de la Pêche et de l'Aquaculture. La Rencontre a été marquée par la visite d'une délégation de la Région des Pays de la Loire dans le cadre d'une mission de trois jours en Algérie.

AGENDA

- **SIDABTECH**, La 3ème édition du Salon international de la datte de Biskra (SIDABTECH) aura lieu du 2 au 5 décembre prochain à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie des Zibans
- **SIBAL-EXPO** la 2ème édition du Salon International des Boissons, des Biscuits, des Arômes, des Produits laitiers et dérivés aura lieu à Alger du 28 Novembre au 01 Décembre au C.I.C, Centre International de Conférences, Club des Pins.



Indicateurs socio-économiques

Tableau de bord-indicateurs clés

| | |
|---|-----------------------------------|
| Population (au 1er janvier 2018) | 42,2 millions d'habitants |
| PIB/habitant USD (2017) | 4102 USD |
| PIB/habitant en PPA USD (2017) | 15150 USD |
| IDH (2016) | 0,754 (85 ^{ème} sur 191) |
| Classement Doing Business (2018) | 166 ^{ème} sur 190 |
| Taux de chômage (avril 2018) | 11,1% |
| Taux d'inflation (rythme annuel en septembre 2018) | 4,7% |
| Taux de change EUR/DZD (octobre 2018) | 134,8 |
| Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – moyenne mensuelle septembre 2018) | 79,6 USD |
| Réserves de change (au 31 juin 2018) | 88,6 Mds USD |

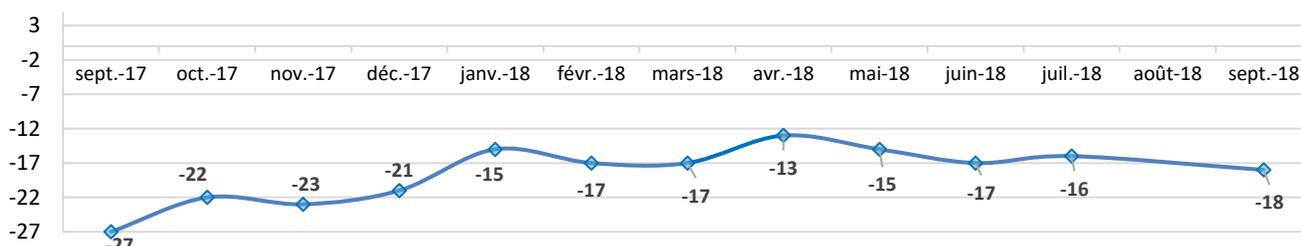
Sources : ONS, PNUD, Banque mondiale, Banque d'Algérie, OPEP, FMI

Indicateurs macroéconomiques annuels

| | | 2015 | 2016 | 2017 ^o | 2018* | 2019* |
|------------------------------|--|-------|-------|-------------------|-------|-------|
| PIB, croissance et inflation | PIB (en Mds USD, à prix courants) | 166 | 160 | 168 | 188 | 200 |
| | Taux de croissance du PIB à prix constants (en %) | 3,7 | 3,2 | 1,4 | 2,5 | 2,7 |
| | PIB hors hydrocarbures (en Mds USD, à prix courants) | 135 | 131 | 138 | 150 | 162 |
| | Taux de croissance du PIB HH à prix constants (en %) | 5,0 | 2,3 | 2,6 | 3,4 | 2,9 |
| | Taux d'inflation (moyenne annuelle, en %) | 4,8 | 6,4 | 5,6 | 6,5 | 6,7 |
| | Taux d'investissement (en % du PIB) | 52,8 | 53,9 | 50,3 | 51,7 | 46,8 |
| Comptes publics | Taux d'épargne (en % du PIB) | 36,3 | 37,2 | 37,4 | 42 | 36,6 |
| | Solde budgétaire global (en % du PIB) | -15,3 | -13,0 | -6,5 | -6,1 | -5,0 |
| | Solde budgétaire global hors hydrocarbures (en % du PIB HH) | -36,5 | -27,7 | -25,4 | -26,4 | -19,2 |
| | Solde budgétaire hors Fonds de régulation des recettes (en % du PIB) | -36,1 | -17,6 | -8,8 | -9,0 | -4,8 |
| | Dettes publiques (en % du PIB) | 7,7 | 20,4 | 27,5 | 32,9 | 40,8 |
| | Dettes extérieures brutes (en % du PIB) | 1,8 | 2,4 | 2,4 | 2,1 | 1,9 |
| Comptes externes | Fonds de régulation des recettes (en Mds DZD) | 4408 | 2074 | 784 | 0 | 0 |
| | Balance commerciale (en Mds USD) | -18,1 | -20,4 | -14,3 | -9,4 | -11,6 |
| | Balance des services et des revenus (en Mds USD) | -12,0 | -8,9 | -10,7 | -11,9 | -11,8 |
| | Transferts nets (en Mds USD) | 2,8 | 2,8 | 3,0 | 3,1 | 3,2 |
| | Flux nets d'IDE (en Mds USD) | -0,7 | 1,6 | 1,2 | 1,5 | 1,6 |
| | Balance courante (en Mds USD) | -27,3 | -26,5 | -21,9 | -18,3 | -20,2 |
| Monnaie | Balance des paiements (en Mds USD) | -27,5 | -26,3 | -21,8 | -17,0 | -18,9 |
| | Avoirs extérieurs nets (en Mds DZD) | 15222 | 12443 | 11058 | 9438 | 7413 |
| | Avoirs intérieurs nets (en Mds DZD) | -1517 | 1374 | 3900 | 7226 | 10078 |
| | Crédits à l'économie (en Mds DZD) | 6648 | 9510 | 12606 | 15852 | 17792 |
| | Monnaie et quasi monnaie M2 (en Mds DZD) | 13705 | 13816 | 14958 | 16664 | 17491 |

Source : FMI, Banque d'Algérie °estimation *prévisions

Baromètre du Forum des Chefs d'Entreprises : indice de confiance des chefs d'entreprises



Les chefs d'entreprises membres du FCE sont interrogés sur leurs perspectives de production, leur volume de commandes et le niveau actuel de leurs stocks. Les valeurs du baromètre correspondent à la moyenne du solde de leur opinion (positive ou négative) sur chacun de ces items.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique d'Algérie (adresser les demandes à alger@djtresor.gov.dz).

Auteur : Service Économique Régional d'Algérie
Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche 16035 Hydra

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Guillaume Dufour, Nabila Tata

Revu par : Denis Le Fers